

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.560/2
DU 17 MARS 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 28 novembre 2008, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant l'article 91 de la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets" (*Doc. parl.*, Sénat, 2008-2009, n/ 4-996/1), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.560/2
VAN 17 MAART 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 28 november 2008 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een wetsvoorstel "tot wijziging van artikel 91 van de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten" (*Parl. St.*, Senaat, 2008-2009, nr 4-996/1), heeft het volgende advies gegeven :

I. Portée de la proposition de loi

1. Parmi les dispositions transitoires de la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets, l'article 91 dispose que :

"La personne qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, exerce la fonction de greffier en chef, de greffier, de greffier adjoint, de secrétaire en chef, de secrétaire, de secrétaire adjoint, de rédacteur ou d'employé peut, conformément aux conditions de nomination fixées par le Code judiciaire avant l'entrée en vigueur de la présente loi, être nommée greffier en chef, greffier, greffier adjoint, secrétaire en chef, secrétaire ou secrétaire adjoint, pour autant qu'elle remplisse à ce moment toutes les conditions de nomination précitées, à l'exception de celles relatives à l'ancienneté de service".

Autrement dit, les personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 17 février 1997 précitée, remplissaient toutes les conditions de nomination, autres que l'ancienneté, exigées par l'ancienne législation pouvaient - et peuvent encore - être nommées conformément aux conditions de nomination de cette ancienne législation. La condition d'ancienneté, prévue par cette disposition transitoire, est d'après les travaux

préparatoires de cette loi du 17 février 1997, celle prévue par celle-ci ⁽¹⁾. Tel est aussi le sens qui est, ne fût-ce qu'implicitement, retenu par la proposition de loi ici examinée.

2. La modification proposée s'explique par la mise en parallèle avec la disposition transitoire figurant à l'article 65 de la loi du 10 juin 2006 portant réforme des carrières et de la rémunération du personnel des greffes et des secrétariats des parquets, telle qu'elle a été modifiée par l'article 166 de la loi du 25 avril 2007 modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire.

⁽¹⁾ Voir les développements de la proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets, déposée par M. VANDENBERGHE et consorts (*Doc. parl.*, Sénat, 1995-1996, n° 1-270/1, pp. 15 et 16) :

"(...) La notion d'«ancienneté de service» utilisée à l'article 68 de la loi proposée doit s'entendre au sens de «la période qu'un candidat doit avoir passée dans un certain rang pour pouvoir être nommé à un rang supérieur».

Cette condition de nomination est imposée à tous les candidats et ceux-ci peuvent, du reste, la remplir progressivement. La règle en question contribue à la revalorisation immédiate des fonctions. Il faut préciser une fois encore, par exemple, que tout ce qui figure dans les conditions de nomination après les mots «et en outre», s'applique à tous les candidats sans exception. Ainsi, tout candidat au poste de greffier en chef d'une justice de paix doit «avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de greffier ou pendant dix ans au moins les fonctions de greffier adjoint dans une des juridictions indiquées». De même, tout candidat à un poste de greffier adjoint ou de secrétaire adjoint doit «avoir exercé pendant trois ans au moins les fonctions de rédacteur dans un greffe ou un parquet».

Il importe de souligner qu'il y aura lieu, à l'avenir, en vue de la revalorisation des fonctions, d'éviter toute disposition transitoire qui irait à l'encontre de celle-ci.

Il faudrait cependant prévoir éventuellement une mesure transitoire supplémentaire en faveur des personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, ne disposent pas de l'ancienneté de service requise, par exemple, en imposant cette obligation seulement cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi".

En ce qui concerne l'amendement du Gouvernement remplaçant, "par souci de clarté", l'article 68 proposé, le rapport de la commission de la Justice du Sénat mentionne :

"À propos des termes «à l'exception de celles relatives à l'ancienneté de service», le ministre précise que l'on doit se référer, sur ce point, aux conditions d'ancienneté actuellement en vigueur" (*Doc. parl.*, Sénat, 1996-1997, n° 1-270/3, p. 193).

Dans sa version initiale, l'article 65 précité disposait :

"Le membre du personnel qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, exerce la fonction d'employé peut, conformément aux conditions de nomination fixées par le Code judiciaire avant l'entrée en vigueur de la présente loi, être nommé greffier, greffier adjoint, secrétaire ou secrétaire adjoint, pour autant qu'il {remplisse} à ce moment, toutes les conditions de nomination précitées, à l'exception de celles relatives à l'ancienneté de service. L'ancienneté d'employé et l'ancienneté de collaborateur sont assimilés pour l'application de cette disposition".

Or, il se fait qu'au moment où la loi du 10 juin 2006 précitée est entrée en vigueur, un examen en vue de l'obtention du brevet de candidat greffier - candidat secrétaire était en cours. L'employé ayant réussi cet examen n'aurait pas pu bénéficier de la disposition transitoire puisque cette réussite serait intervenue juste après l'entrée en vigueur de la loi et non avant. Il n'aurait pu davantage être nommé dans le cadre de la nouvelle loi, puisque celle-ci ne permet plus d'être nommé greffier, greffier adjoint, secrétaire ou secrétaire adjoint à partir du grade d'employé (collaborateur). L'article 166 de la loi du 25 avril 2007 précitée a donc modifié l'article 65 précité en supprimant la condition qui exigeait que le candidat réunît les conditions de nomination de l'ancienne législation au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle ⁽²⁾.

La proposition a pour objectif d'apporter à l'article 91 de la loi du 17 février 1997 précitée la même modification que celle apportée à l'article 65 de la loi du 10 juin 2006 précitée, afin de faire bénéficier de la mesure transitoire les lauréats de la session de l'examen de candidat-greffier - candidat-secrétaire de la session 2000 et de la session 2006.

(2) L'exposé des motifs s'explique comme suit sur ce point :
"Une mesure transitoire a été insérée dans l'article 65 de la loi du 10 juin 2006 portant réforme des carrières et de la rémunération du personnel des greffes et des secrétaires des parquets en vue de préserver les droits des employés. Cette mesure transitoire partait de l'hypothèse que plus aucun examen de candidat-greffier et de candidat-secrétaire ne serait organisé avant l'entrée en vigueur de la présente loi. La réserve de candidats titulaires du brevet de candidat-greffier et candidat-secrétaire s'est considérablement réduite. Dans un souci de garantir la continuité du service, l'organisation d'un examen a été annoncée le 1^{er} juin 2006, qui ne sera clôturé qu'après l'entrée en vigueur de la présente loi. Ceci justifie l'assouplissement de la disposition transitoire en question ; l'employé ne doit plus être en possession du brevet de candidat-greffier au moment de l'entrée en vigueur de la loi du (10) juin 2006" (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, n/ 3-2009/1, pp. 64-65).

II. Observations générales

1. L'exemple sous-tendant la proposition ici examinée illustre que le problème concerne spécialement les nominations au degré le plus élevé de secrétaire en chef ou de greffier en chef, compte tenu peut-être, ne fût-ce que partiellement, de la modification apportée par la loi du 25 avril 2007 précitée à l'article 65 de la loi du 10 juin 2006 précitée pour les fonctions de greffier, de greffier adjoint, de secrétaire et de secrétaire adjoint, lesquels doivent satisfaire aux conditions de nomination (y compris l'ancienneté) fixées par le Code judiciaire avant l'entrée en vigueur de cette loi du 10 juin 2006.

Mais, juridiquement, la disposition dont la modification est proposée vise non seulement la fonction de greffier en chef et celle de secrétaire en chef mais aussi les fonctions de degré inférieur (greffier et greffier adjoint ; secrétaire et secrétaire adjoint), lesquelles sont aussi visées à l'article 65 de la loi du 10 juin 2006 précitée. Un télescopage entre dispositions transitoires ayant pour partie le même champ d'application *ratione personae* n'est donc pas exclu.

2. L'adaptation de l'article 91 de la loi du 17 février 1997 précitée aurait pour conséquence de faire bénéficier le personnel des greffes et des parquets, en fonction lors de l'entrée en vigueur de cette loi, actuellement candidats, notamment à la plus haute fonction de greffier en chef ou de secrétaire en chef, des conditions antérieures, prévues par le Code judiciaire avant l'entrée en vigueur de cette loi de 1997. Le candidat pourrait ainsi réunir, sans limitation de durée, les conditions antérieures à la loi de 1997, qu'il s'agisse notamment de l'ancienneté ou de l'obtention du certificat non seulement lors d'une session de 2006 mais aussi lors de la session de 2000 puisque la disposition transitoire modifiée aurait effet dès 1997.

3. Outre le fait que la Cour Constitutionnelle a validé la constitutionnalité de l'article 91 de la loi du 17 février 1997 précitée ⁽³⁾, il n'est pas sans importance de relever que :

- le champ d'application de la disposition modifiée remonterait à la situation antérieure à 1997 (bien que le parallèle est fait avec une loi de 2007 ayant effet en 2006) et serait d'une effectivité illimitée dans le temps alors que sont en vue, selon les développements, les fonctions présentant un niveau de responsabilité différent de celles concernées par l'article 65 de la loi du 10 juin 2006 précitée;
- l'impact exact des lois successives de 1997, 2006 et 2007 sur le statut actuel de ces auxiliaires de justice n'est pas explicité alors qu'il n'est pas exclu qu'un employé de greffe en fonction avant la loi de 1997 aurait pu ou pourrait encore entrer, par le truchement de l'actuel article 65 de la loi du 10 juin 2006 précitée, dans les conditions requises pour accéder, ne fût-ce que progressivement, au rang supérieur de greffier en chef ou de secrétaire en chef.

En conclusion, le Conseil d'État émet des réserves sur la proposition à l'examen car un tel texte présente un caractère assez singulier en conférant à une disposition transitoire une élasticité peu usuelle. De plus, il s'interroge sur la portée réelle et les conséquences d'une telle proposition qui par son champ d'application *ratione temporis* et *ratione personae* ferait coexister sans limitation de durée des systèmes d'accès, singulièrement, aux plus hautes fonctions de greffier ou de secrétaire de parquet, alors que le législateur a eu pour but, par les lois successives précitées, de revaloriser ces fonctions. Enfin, il n'est pas exclu que cette coexistence soit mal comprise par les membres du personnel qui, depuis 1997, auraient suivi le nouveau parcours professionnel devenu plus exigeant et, le cas échéant, elle pourrait aussi générer d'insécurisantes interférences entre normes successives.

⁽³⁾ C.C., n/ 54/2007, 28 mars 2007.

I. Strekking van het wetsvoorstel

1. Als één van de overgangsbepalingen van de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten, bepaalt artikel 91 het volgende :

"De persoon die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet het ambt uitoefent van hoofdgriffier, griffier, adjunct-griffier, hoofdsecretaris, secretaris, adjunct-secretaris, opsteller of beambte kan, overeenkomstig de benoemingsvoorwaarden gesteld in het Gerechtelijk Wetboek voor de inwerkingtreding van deze wet, worden benoemd tot het ambt van hoofdgriffier, griffier, adjunct griffier, hoofdsecretaris, secretaris of adjunct-secretaris, indien hij op dat ogenblik voldoet aan al de voormelde benoemingsvoorwaarden, met uitzondering van die betreffende de dienstanciënniteit".

Met andere woorden, de personen die, op het tijdstip waarop de voornoemde wet van 17 februari 1997 in werking is getreden, voldeden aan alle in de vroegere wetgeving gestelde benoemingsvoorwaarden behalve die betreffende de anciënniteit, konden - en kunnen nog - benoemd worden overeenkomstig de benoemingsvoorwaarden gesteld in die vroegere wetgeving. De anciënniteitsvoorwaarde bedoeld in deze overgangsbepaling is, volgens de parlementaire voorbereiding van die

wet van 17 februari 1997, die welke in die wet wordt voorgeschreven ⁽¹⁾. Dat is ook de interpretatie die, al is het impliciet, gehanteerd wordt in het voorliggende wetsvoorstel.

2. De reden voor de voorgestelde wijziging is de afstemming op de overgangsbepaling in artikel 65 van de wet van 10 juni 2006 tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten, zoals die gewijzigd is bij artikel 166 van de wet van 25 april 2007 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid met betrekking tot bepalingen inzake het gerechtspersoneel van het niveau A, de griffiers en de secretarissen en inzake de rechterlijke organisatie.

⁽¹⁾ Zie de toelichting bij het voorstel van wet tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten, ingediend door de heer VANDENBERGHE c.s. (*Parl.St.* Senaat, 1995-1996, nr. 1-270/1, blz. 15 en 16) :
"(...) Het begrip «dienstanciënniteit» in artikel 68 van deze wet dient omschreven als «de termijn die een kandidaat dient doorgebracht te hebben in een bepaalde rang om benoemd te kunnen worden in een hogere rang».
Deze benoemingsvoorwaarde geldt voor alle kandidaten en kan trouwens door elkeen trapsgewijs bekomen worden. Deze regel draagt bij tot de onmiddellijke herwaardering van het ambt. Wij preciseren nogmaals : alles wat bijvoorbeeld na de woorden «en daarenboven» in de benoemingsvoorwaarden aangegeven is, geldt voor alle kandidaten, zonder uitzondering. Zo moet elke kandidaat om tot hoofdgriffier van een vredegerecht benoemd te worden «ten minste vijf jaar het ambt van griffier of ten minste tien jaar het ambt van adjunct-griffier hebben uitgeoefend in één van de weergegeven rechtsmachten». Zo moet elke kandidaat voor een ambt van adjunct-griffier of van adjunct-secretaris «ten minste drie jaar het ambt van opsteller hebben uitgeoefend in een griffie of een parket».
Er dient vooropgesteld dat, met het oog op de herwaardering van de functies, in de toekomst elke overgangsbepaling dient te worden afgewezen die afbreuk zou doen aan deze herwaardering.
Toch zou eventueel nog moeten voorzien worden in een bijkomende overgangsmaatregel ten voordele van de personen die op de datum van de inwerkingtreding van de wet niet voldoen aan de dienstanciënniteit bijvoorbeeld om deze verplichting slechts vijf jaar na de inwerkingtreding van de wet op te leggen".
Wat betreft het amendement van de regering waarbij het voorgestelde artikel 68 "ter wille van de duidelijkheid" wordt vervangen, staat in het verslag van de Senaatscommissie voor de Justitie het volgende :
"In verband met de woorden «met uitzondering van die betreffende de dienstanciënniteit» preciseert de minister dat verwezen dient te worden naar de van kracht zijnde voorwaarden betreffende anciënniteit" (*Parl.St.* Senaat, 1996-1997, nr. 1-270/3, blz. 193).

De oorspronkelijke versie van artikel 65 luidde als volgt :

"Het personeelslid dat op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet het ambt uitoefent van beambte kan, overeenkomstig de benoemingsvoorwaarden gesteld in het Gerechtelijk Wetboek voor de inwerkingtreding van deze wet, worden benoemd tot het ambt van griffier, adjunct-griffier, secretaris of adjunct-secretaris, indien het op dat ogenblik voldoet aan al de voormelde benoemingsvoorwaarden, met uitzondering van die betreffende de dienstanciënniteit. De anciënniteit als beambte en de anciënniteit als medewerker worden voor de toepassing van deze bepaling gelijkgesteld".

Op het tijdstip echter waarop de voornoemde wet van 10 juni 2006 in werking is getreden, was een examen aan de gang met het oog op het verkrijgen van het brevet van kandidaat-griffier - kandidaat-secretaris. De beambte die voor dat examen zou slagen, zou niet in aanmerking komen voor de overgangsbepaling, aangezien hij net na de inwerkingtreding van de wet geslaagd zou zijn en niet ervoor. Hij zou ook niet benoemd kunnen worden op de voet van de nieuwe wet, aangezien deze niet meer toestaat dat iemand vanuit de graad van beambte (medewerker) tot griffier, adjunct-griffier, secretaris of adjunct-secretaris wordt benoemd. Artikel 166 van de voornoemde wet van 25 april 2007 heeft bijgevolg het voornoemde artikel 65 gewijzigd door de voorwaarde te schrappen dat de kandidaat op het tijdstip van de inwerkingtreding van de nieuwe wetgeving aan de benoemingsvoorwaarden van de vroegere wetgeving moest voldoen ⁽²⁾.

Het voorstel strekt ertoe in artikel 91 van de voornoemde wet van 17 februari 1997 dezelfde wijziging aan te brengen als die welke is aangebracht in artikel 65 van de voornoemde wet van 10 juni 2006, om de personen die geslaagd zijn voor het examen van kandidaat-griffier - kandidaat secretaris van de examenperiodes 2000 en 2006, voor de overgangsmaatregel in aanmerking te laten komen.

⁽²⁾ In de memorie van toelichting wordt daarover de volgende uitleg gegeven :
"In artikel 65 van de wet van 10 juni 2006 tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten werd een overgangsmaatregel voorzien [...] om de rechten van de beampten te vrijwaren. Deze overgangsmaatregel ging uit van de veronderstelling dat er voor de inwerkingtreding van huidige wet geen examen van kandidaat-griffier en kandidaat-secretaris meer zou plaatsvinden. De reserve aan kandidaten met een brevet van adjunct-griffier en van adjunct-secretaris is echter zeer klein geworden. Omwille van de continuïteit van de dienstverlening werd vooralsnog een examen aangekondigd op 1 juni 2006, dat slechts zal zijn afgerond na de inwerkingtreding van deze wet. Vandaar dat de overgangsmaatregel in kwestie werd versoepeld; de beambte dient niet meer in het bezit te zijn van een brevet van kandidaat adjunct-griffier op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet van 10 juni 2006" (*Gedr. St. Senaat 2006-2007, nr. 3-2009/1, blz. 64-65*).

II. Algemene opmerkingen

1. Het voorbeeld dat aan het thans voorliggende voorstel ten grondslag ligt toont aan dat het probleem specifiek geldt voor de benoemingen tot de hoogste graad van hoofdsecretaris of hoofdgriffier, gelet op misschien, al was het maar gedeeltelijk, de wijziging die bij de voornoemde wet van 25 april 2007 is aangebracht in artikel 65 van de voornoemde wet van 10 juni 2006 voor de ambten van griffier, adjunct-griffier, secretaris en adjunct-secretaris, voor welke ambten voldaan moet zijn aan de benoemingsvoorwaarden (met inbegrip van de anciënniteit) vastgesteld in het Gerechtelijk Wetboek vóór de inwerkingtreding van die wet van 10 juni 2006.

Maar juridisch gezien slaat de bepaling die men voorstelt te wijzigen niet alleen op het ambt van hoofdgriffier en dat van hoofdsecretaris, maar ook op de lagere functies (griffier en adjunct-griffier; secretaris en adjunct-secretaris), die ook in artikel 65 van de voornoemde wet van 10 juni 2006 beoogd worden. Een ontmoeting tussen overgangsbepalingen die gedeeltelijk dezelfde werkingssfeer *ratione personae* hebben, is dus niet uitgesloten.

2. De aanpassing van artikel 91 van de voornoemde wet van 17 februari 1997 zou tot gevolg hebben dat het personeel van de griffies en de parketten, dat in functie is wanneer die wet in werking treedt, en dat thans meer bepaald dingt naar het hoogste ambt van hoofdgriffier of hoofdsecretaris, in aanmerking komt voor de vroegere voorwaarden waarin het Gerechtelijk Wetboek voorzag vóór de inwerkingtreding van die wet van 1997. De kandidaat zou aldus, zonder beperking in de tijd, kunnen voldoen aan de voorwaarden van vóór de wet van 1997, ongeacht of het nu gaat om de anciënniteit of om het behalen van het getuigschrift, niet alleen tijdens een examenperiode uit 2006 maar ook tijdens een examenperiode uit 2000, aangezien de gewijzigde overgangsbepaling uitwerking zou hebben vanaf 1997.

3. Ongerekend het feit dat het Grondwettelijk Hof artikel 91 van de voornoemde wet van 17 februari 1997 grondwettig bevonden heeft ⁽³⁾, is het niet onbelangrijk op te merken dat :

- de werkingssfeer van de gewijzigde bepaling zou teruggaan tot de situatie van vóór 1997 (ook al gaat het om een afstemming op een wet van 2007 die uitwerking heeft in 2006) en zou onbeperkt gelden in de tijd terwijl, volgens de toelichting, de ambten worden beoogd met een ander verantwoordelijkheidsniveau dan die welke aan de orde zijn in artikel 65 van de voornoemde wet van 10 juni 2006;
- de precieze gevolgen van de opeenvolgende wetten van 1997, 2006 en 2007 voor de huidige status van die uitvoerders van de rechtsbedeling niet duidelijk worden weergegeven, terwijl het niet uitgesloten is dat een beambte van de griffie die in functie was vóór de wet van 1997, via het huidige artikel 65 van de voornoemde wet van 10 juni 2006, al had kunnen voldoen of nog had kunnen voldoen aan de voorwaarden vereist, al was het geleidelijk aan, tot de hogere rang van hoofdgriffier of hoofdsecretaris te worden benoemd.

Kortom, de Raad van State maakt voorbehoud omtrent het voorliggende voorstel, want zulk een tekst is vrij zonderling doordat hij aan een overgangsbepaling een nogal ongebruikelijke rekbaarheid toekent. Bovendien vraagt de Raad zich af wat de ware strekking is en wat de gevolgen zijn van zulk een voorstel, dat door zijn werkingssfeer *ratione temporis* en *ratione personae* stelsels van toegang, inzonderheid tot de hoogste ambten van griffier of parketsecretaris zonder beperking in de tijd naast elkaar laat bestaan, terwijl het de bedoeling is geweest van de wetgever om met de genoemde opeenvolgende wetten die ambten te herwaarderen. Ten slotte is het niet uitgesloten dat het naast elkaar bestaan van die stelsels slecht begrepen wordt door de personeelsleden die sedert 1997 het nieuwe beroepsparcours zouden hebben gevolgd dat strenger is geworden, en in voorkomend geval zou dat naast elkaar bestaan er ook toe kunnen leiden dat opeenvolgende rechtsregels met elkaar gaan interfereren, wat leidt tot onzekerheid.

⁽³⁾ GwH, nr. 54/2007, 28 maart 2007.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Monsieur
de Heer
Madame
Mevrouw

G. de LEVAL,
A. WEYEMBERGH,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling Wetgeving,

Monsieur
de Heer

G. DELANNAY,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE,
premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door
M. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

G. DELANNAY

Y. KREINS